



PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PREFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

DDDCL/BE/SF

Dossier n° 93 B 29 00038 A

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-2246 du 30 juillet 2013
relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93)
sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois**

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre I^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement », notamment l'article L. 512-20 ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2010-576 du 31 mai 2010 modifiant la colonne B de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relatif à la taxe générale sur les activités polluantes ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension n° 2013-1885 du 26 juin 2013 relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2013, faisant suite à sa visite inopinée du 18 mars 2013, établissant que la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) exploite, sans autorisation, sur le site du 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320) des activités relevant des rubriques suivantes :

- 2716-1 :** Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³ [AUTORISATION] ;
- 2771 :** Installation de traitement thermique de déchets non dangereux [AUTORISATION] ;

Vu le même rapport, constatant que la nature des déchets, leurs composition, origine et destination sont incertaines ; que les justificatifs permettant d'identifier ces déchets, ainsi que le registre retraçant les opérations relatives à la gestion des déchets (production, expédition, réception ou traitement), demandé par l'article R. 541-43 du code de l'environnement, sont absents ; que la présence de déchets dangereux, tels que l'amiante, ne peut être exclue ; que les brûlages de déchets à l'intérieur d'un hangar, le stockage à l'air libre de déchets, le lessivage par la pluie, le brûlage, les poussières, la fragilité des capacités techniques et financières de la société, la gestion et les conditions d'entreposage des déchets existant sur le site, sur des surfaces non imperméabilisées, présentent des risques pour l'environnement, voire pour les personnes, et ne permettent pas de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Vu le même rapport, prescrivant à la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) des mesures d'urgence pour faire cesser ces dangers ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 9 juillet 2013 ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques le 13 juillet 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : La SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), dont le siège social est situé 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), est tenue, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions du présent arrêté relatives au site classable sous les rubriques 2716-1 et 2771, soumises à autorisation, qu'elle exploite 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320).

Article 2 : Dans un délai n'excédant pas un mois, la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 évacuera les déchets vers des filières dûment autorisées à recevoir ces types de déchets.

Article 3 : Dans un délai n'excédant pas trois mois, la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 réalisera un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit des terrains et réalisera les opérations de dépollution nécessaires.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) au 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera adressée à la mairie des Pavillons-sous-Bois et pourra y être consultée.

Article 7 : Voies et délais de recours (article R. 514-3-1 du code précité) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

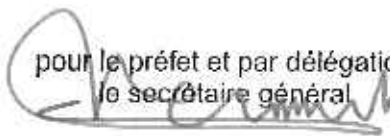
1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,


pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Hugues BESANCENOT